

Septembre 2011

F

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольствен ная и сельскохозяйств енная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
---	--	--------------------	---	---	---	--

COMITÉ FINANCIER

Cent quarantième session
Rome, 10-14 octobre 2011
Nomination des membres extérieurs du Comité de l'éthique

Pour toute question concernant le contenu de ce document, prière de s'adresser à:

M. Louis Gagnon
Conseiller juridique
Tél.: +39 06 5705 3098

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'internet, à l'adresse www.fao.org.

RÉSUMÉ

- À sa cent quarante et unième session, du 11 au 15 avril 2011, le Conseil a entériné l'adoption du mandat et de la composition du Comité de l'éthique (**Annexe I**). Conformément à son mandat, le Comité de l'éthique agit en tant que groupe de consultation sur toutes les questions d'éthique au sein de l'Organisation, il supervise le fonctionnement du programme d'éthique et il est le garant du bon fonctionnement de celui-ci.
- Le Comité de l'éthique est composé de cinq membres, à savoir deux membres internes (un directeur général adjoint et le Conseiller juridique) et trois membres extérieurs dont la nomination est approuvée par le Conseil, sur recommandation du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques.
- En conséquence, le Directeur général soumet ci-après la liste des six candidats proposés pour les trois postes de membres extérieurs du Comité de l'éthique. Leurs *curriculum vitae* sont joints au présent document (**Annexe II**). Les membres extérieurs à l'Organisation sont nommés pour un mandat de deux ans.

ORIENTATIONS DEMANDÉES AU COMITÉ FINANCIER

- Le Comité est invité à examiner le présent document et à adresser une recommandation au Conseil concernant la nomination de trois membres extérieurs du Comité de l'éthique.

Projet d'avis

- **Le Comité a examiné le présent document et adressé une recommandation au Conseil concernant la nomination de trois membres extérieurs du Comité de l'éthique.**

I. CONTEXTE

1. Le Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO (PAI) approuvé par la Conférence à sa trente-cinquième session (session extraordinaire) prévoyait « l'examen du mandat et de la composition du Comité de l'éthique par le CQCJ et le Comité financier » (action 3.34). Le Comité financier a examiné la question à ses cent vingt-huitième, cent trente-cinquième et cent trente-huitième sessions (respectivement en juillet 2009, octobre 2010 et mars 2011). Le CQCJ a fait de même à ses quatre-vingt-huitième, quatre-vingt-onzième et quatre-vingt-douzième sessions en septembre 2009, septembre 2010 et mars 2011).

2. À sa cent quarante et unième session, du 11 au 15 avril 2011, le Conseil a entériné l'adoption du mandat et de la composition du Comité de l'éthique, reproduits à l'Annexe III du rapport de la cent trente-huitième session du Comité financier et joints au présent document (**Annexe I**). Conformément à son mandat, le Comité de l'éthique agit en tant que groupe de consultation sur toutes les questions d'éthique au sein de l'Organisation, il supervise le fonctionnement du programme d'éthique et il est le garant du bon fonctionnement de celui-ci (voir le paragraphe 1).

3. À propos de la composition du Comité de l'éthique, le paragraphe 4 du mandat dispose que:

Le Comité de l'éthique est composé des membres suivants, qui sont nommés par le Directeur général:

a) Trois personnes honorablement connues, externes à l'Organisation, dont la candidature est approuvée par le Conseil, sur recommandation du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques;

b) Un directeur général adjoint;

c) Le Conseiller juridique.

4. Lorsqu'il a entériné l'adoption du mandat du Comité, le Conseil a noté que les membres extérieurs seraient nommés par le Directeur général, sous réserve de l'approbation du Conseil, sur recommandation du CQCJ à sa session de septembre 2011 et du Comité financier durant la présente session (voir le document CL 141/REP, paragraphe 24).

5. En conséquence, pour les trois postes de membres extérieurs du Comité de l'éthique, le Directeur général soumet à l'examen du Comité financier les six candidatures suivantes:

1. Mme Olivia N. **Graham**

2. M. Anwar **Hashmi**

3. M. Hervé **Lejeune**

4. M. Ngonlardje Kabra **Mbaidjol**

5. Mme Anne Marie **Taylor**

6. M. José **Zalaquett**

6. On trouvera à l'**Annexe II** le *curriculum vitae* de chacun des candidats.

7. Les membres extérieurs à l'Organisation sont nommés pour un mandat de deux ans, que le Directeur général peut renouveler, sous réserve de l'approbation du Conseil, sur recommandation du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (voir l'**Annexe I**, paragraphe 6).

II. MESURES SUGGÉRÉES AU COMITÉ

8. Le Comité financier est invité à examiner le présent document et à adresser une recommandation au Conseil concernant la nomination de trois membres extérieurs pour le Comité de l'éthique.

ANNEXE I

MANDAT ET COMPOSITION DU COMITÉ DE L'ÉTHIQUE

1. Le Comité de l'éthique agit en tant que groupe de consultation sur toutes les questions d'éthique au sein de l'Organisation, il supervise le fonctionnement du programme d'éthique et il est le garant du bon fonctionnement de celui-ci. Le Comité de l'éthique n'a aucune responsabilité formelle d'encadrement vis-à-vis du Bureau de l'éthique et ne participe pas aux activités opérationnelles liées au mandat de ce dernier.

2. Le Comité de l'éthique est établi pour une période initiale de quatre ans. Au cours de cette période, les Membres, par l'intermédiaire du Comité des questions constitutionnelles et juridiques, du Comité financier et du Conseil, examinent les travaux du Comité afin de décider, à l'issue de cette période, soit de renouveler le mandat du Comité pour quatre ans, soit d'établir le Comité de manière permanente, et afin d'apporter toute modification nécessaire à son mode de fonctionnement.

Mandat du Comité de l'éthique

3. Étant entendu que, par principe, il n'a aucune responsabilité formelle d'encadrement vis-à-vis du Bureau de l'éthique et qu'il ne participe pas aux activités opérationnelles, le Comité de l'éthique a pour mandat:

- a) d'examiner toutes les questions relatives à la mise au point, à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme d'éthique de l'Organisation, y compris son programme de déclaration de situation financière ou son programme de prévention des conflits d'intérêt;
- b) de suivre les activités du Bureau de l'éthique sur la base de rapports réguliers soumis au Comité par le Bureau de l'éthique et de formuler des recommandations sur ces activités;
- c) d'émettre des avis sur les affaires que le Directeur général lui soumet;
- d) d'examiner les principales composantes du programme d'éthique, notamment les politiques, les règlements et règles en la matière, la diffusion d'informations, la formation, les programmes de déclaration de situation financière, la prévention des conflits d'intérêt et les politiques associées;
- e) de soumettre un rapport annuel sur ses activités au Directeur général, au Comité financier et au Comité des questions constitutionnelles et juridiques;
- f) d'examiner toute question relative à l'exécution de son mandat ou d'émettre des avis à ce sujet.

Composition du Comité de l'éthique

4. Le Comité de l'éthique est composé des membres suivants, qui sont nommés par le Directeur général:

- a) Trois personnes à l'honorabilité notoire, externes à l'Organisation, dont la candidature est approuvée par le Conseil, sur recommandation du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques;
- b) Un directeur général adjoint;
- c) Le Conseiller juridique.

5. Le président du Comité de l'éthique est élu par le Comité parmi ses membres externes pour une période de deux ans.

Durée du mandat

6. Les membres extérieurs à l'Organisation sont nommés pour un mandat de deux ans, que le Directeur général peut renouveler, sous réserve de l'approbation du Conseil, sur recommandation du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques. Le Conseiller juridique est membre de droit du Comité de l'éthique. Le Directeur général adjoint se voit confier un mandat de deux ans renouvelable pour une période pouvant aller jusqu'à deux ans, à la discrétion du Directeur

général. Si un poste devient vacant, un remplaçant est nommé pour le restant du mandat, conformément à la procédure applicable.

Sessions

7. Le Comité de l'éthique se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire. Des sessions supplémentaires peuvent être organisées par le président si ce dernier le juge nécessaire. Le Directeur général peut demander au président de convoquer une réunion si nécessaire.

Quorum

8. La présence de tous les membres est obligatoire à chaque réunion. Si le président le juge approprié, des réunions peuvent avoir lieu en présence de quatre membres au moins¹.

Secrétariat

9. L'Organisation prend les dispositions administratives nécessaires au fonctionnement du Comité de l'éthique.

⁵ Comme il a été parfois signalé lors de débats antérieurs, en raison de la nature du Comité, les propositions concernant son fonctionnement ne prévoient pas pour le moment de règles détaillées (par exemple sur les procédures de vote) mais la question pourrait être revue à la faveur d'un éventuel réaménagement des activités du Comité.

ANNEXE II

CURRICULUM VITAE

Mme OLIVIA N. GRAHAM

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

*Depuis
févr. 2011*

Fonctionnaire chargée des questions d'éthique, Bureau rapproché du Président et du Vice-Président

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA), Rome (Italie)

- Assure la gestion et la direction du Bureau de l'éthique du Fonds (créé en février 2011). Le Bureau supervise les fonctions d'éthique et de conformité aux dispositions réglementaires et, par le biais d'avis à la direction, gère le programme interne d'éthique et de lutte contre le harcèlement en veillant à ce que les réglementations, les politiques, les procédures et les pratiques du FIDA renforcent et encouragent l'application des normes d'intégrité en vigueur au sein de l'Organisation.
- Élabore des normes, des programmes de formation théoriques et pratiques sur les questions d'éthique et fournit des avis confidentiels aux cadres et aux fonctionnaires sur les comportements susceptibles de constituer une violation du Code de conduite et des Valeurs fondamentales de l'institution.
- Met en œuvre et gère le programme de divulgation annuelle des données financières du personnel et l'attribution des certificats de conformité au Code de conduite délivrés chaque année aux fonctionnaires. Examine les allégations d'inconduite ou de harcèlement et, en cas d'enquête, coordonne les activités du Bureau avec celles de la Division des contrôles internes, en assurant le traitement confidentiel des informations et la protection des fonctionnaires contre les représailles.
- Dirige l'évaluation du risque institutionnel lié aux manquements et à la non-conformité au Code de conduite et aux Valeurs fondamentales et rend compte à la Direction supérieure des risques, des incidents et des mesures prises.

*Nov. 2008 -
janv. 2011*

Fonctionnaire principale chargée des enquêtes, Bureau des inspections et des enquêtes

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, Division des services de contrôle interne, Rome (Italie)

- A supervisé les équipes chargées des enquêtes pour assurer une instruction et des investigations préliminaires détaillées au sujet des allégations de faute visant des fonctionnaires ou des partenaires d'exécution et effectué des enquêtes ciblées sur les activités du Programme alimentaire mondial dans le monde. A dirigé des missions d'enquête sur le terrain.
- Dans le cadre de ses fonctions, a assuré la planification stratégique des enquêtes, l'examen et la rédaction de rapports d'enquête exhaustifs, la collaboration avec les principales parties prenantes et la direction de réunions d'information.

- A dirigé les discussions interinstitutions et l'application du Bulletin du Secrétaire général des Nations Unies sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et la violence sexuelles.
- A supervisé la révision approfondie du manuel relatif aux enquêtes et élaboré des diagrammes de flux visant la présentation des plaintes et le processus d'investigation.

*Août 2006 -
nov. 2008*

Fonctionnaire chargée des enquêtes, Bureau des inspections et des enquêtes

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, Division des services de contrôle interne, Rome (Italie)

- A mené des enquêtes préliminaires et lancé des enquêtes internes complexes concernant des allégations de manquements visant des fonctionnaires et effectué des inspections sur les activités du PAM. Pendant ce laps de temps, a dirigé neuf missions d'enquête dans les pays suivants: Kenya, Libéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Sierra Leone, Somalie (au Kenya), Tadjikistan et Thaïlande; et a été responsable du traitement de plus de 70 plaintes et enquêtes, tout en assistant ou en dirigeant les jeunes cadres associés dans leurs activités.

*Avril 2002 -
juin 2006*

Fonctionnaire principale chargée de la déontologie institutionnelle, Unité des enquêtes internes

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, Service de déontologie institutionnelle, Washington (États-Unis)

- A lancé et mené des enquêtes complexes sur des allégations de manquements visant des fonctionnaires. A participé à une centaine d'enquêtes et dirigé des missions d'enquête dans plusieurs pays.

*Août 2001 -
avril 2002*

Avocate spécialisée en droit pénal

BUREAU DU JUGE-AVOCAT GÉNÉRAL, Forces armées des États-Unis, Rosslyn, Virginie (États-Unis)

- Avocate auprès de l'armée américaine (administration quotidienne de la justice militaire au niveau départemental)

*Juill. 1998 -
juill. 2001*

Conseillère juridique

500th MILITARY INTELLIGENCE GROUP, Forces armées des États-Unis (INSCOM), Camp Zama (Japon)

- A conseillé et formé les personnels du renseignement et fourni une assistance juridique aux soldats, aux fonctionnaires civils et à leur famille.

*Juillet 1997 -
juill. 1998*

Avocate-conseil

BUREAU D'ASSISTANCE JURIDIQUE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE, Washington (États-Unis)

- A fourni une assistance juridique à 446 clients internes du Pentagone.

*Janv. 1996 -
juill. 1997*

Procureure

CENTRE JURIDIQUE DE L'ARMÉE AMÉRICAINE, Mannheim (Allemagne)

- S'est occupée d'affaires touchant des militaires traduits devant la cour martiale pour meurtre, viol, usage et trafic de stupéfiants, vol aggravé et délits économiques.

*Sept. 1994 -
déc. 1995*

Directrice juridique et Conseillère en matière de droit international

CENTRE JURIDIQUE DE L'ARMÉE AMÉRICAINE, Mannheim (Allemagne)

- A fourni des avis juridiques sur une vaste gamme de questions, coordonné le traitement des questions liées à l'accord des forces de l'OTAN avec les autorités allemandes et s'est acquittée des fonctions d'observateur lors de procès pénaux de citoyens Américains traduits devant la justice allemande.

FORMATION

*Juin -
sept. 1994*

Cours de formation pour juristes militaires (***Judge Advocate Officer Basic Course***)
The Judge Advocate General's School, Charlottesville, Virginie (États-Unis)

1993

Doctorat en droit
Université de Baltimore, School Of Law, Maryland (États-Unis)

1990

Licence d'administration des affaires (B.S.)
Université de La Verne, Naples (Italie) [université-mère en Californie (États-Unis)]

INFORMATIONS PERSONNELLES

Date de naissance: 16 octobre 1962

Nationalité: États-Unis

CURRICULUM VITAE

M. ANWAR HASHMI

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis
juill. 2003* **Directeur de la déontologie institutionnelle**
TATA STEEL, Société phare du Groupe TATA, Jamshedpur (Inde)
- Juill. 1999 -
juin 2003* **Coordonnateur de la déontologie institutionnelle**
Division de West Bokaro, TATA STEEL, Société phare du Groupe TATA, Inde
- 1975 - 2002* A occupé divers postes aux Ressources humaines, notamment Chef adjoint du personnel, Directeur des Ressources humaines, Direction adjoint de division (Personnel) et Chargé des ressources humaines.
TATA STEEL, Société phare du Groupe TATA, divers lieux d'affectation en Inde.

PUBLICATIONS

- 2010 *Ethics and Tata Steel*, article publié dans *TATA STEEL WORLD*, publication mondiale de Tata Steel.
- 2007 *Transcending Transformation: Enlightening Endeavors at Tata Steel*, publication reprise dans un livre intitulé *Corporate Social Responsibility* publié par les professeurs Dirk Matten et Andrew Crane de l'Université de York (Canada)
- 2005 *Transcending Transformation: Enlightening Endeavors at Tata Steel*, dans *Journal of Business Ethics*, (2005) 59, n° 1 et 2 juin (1) et (2), juin, 2005, Springer.
- 2005 *Transcending ethical culture*, article publié dans *Tata Search*, revue technique de Tata Steel.

FORMATION

- 1975 MBA en gestion des ressources humaines, XLRI School of Business and Human Resources, Jamshedpur (Inde)

INFORMATIONS PERSONNELLES

- Date de naissance: 2 juillet 1952
- Nationalité: Indienne

CURRICULUM VITAE

M. HERVÉ LEJEUNE

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- | | |
|-----------------------------------|--|
| <i>Depuis
juill. 2011</i> | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DE
L'ALIMENTATION DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, Paris <ul style="list-style-type: none">• Inspecteur général |
| <i>Janv. 2007 -
juin 2011</i> | ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE (FAO), Rome <ul style="list-style-type: none">• Sous-Directeur général, Directeur de Cabinet du Directeur général de l'Organisation |
| <i>Juin -
déc. 2006</i> | ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE (FAO), Rome <ul style="list-style-type: none">• Sous-Directeur-général/Conseiller spécial pour le suivi du Sommet mondial de l'alimentation, Bureau du suivi du Sommet mondial de l'alimentation et des alliances (OFA) |
| <i>Août 2002 -
juin 2006</i> | CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE <ul style="list-style-type: none">• Conseiller du Président de la République (agriculture, ruralité, commerce et artisanat)• Président du Conseil d'administration de l'Office national des forêts (octobre 2004 – décembre 2006)• Membre du Conseil de prospective européenne et internationale pour l'agriculture et l'alimentation (COPEIAA)• Professeur en économie agricole et en politique agricole à l'Institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole – IHEDREA (depuis 1998)• Nommé Inspecteur général de l'agriculture en avril 2006 |
| <i>Juin 2000 -
août 2002</i> | CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE <ul style="list-style-type: none">• Conseiller technique (agriculture, pêches, chasses, industries agroalimentaires) |
| <i>Juin 1997 -
juin 2000</i> | GROUPAMA <ul style="list-style-type: none">• Directeur des Assurances agricoles |
| <i>Juin 1995 -
mai 1997</i> | CABINET DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE
ET DE L'ALIMENTATION DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(M. Philippe Vasseur) <ul style="list-style-type: none">• Conseiller technique (juridique, fiscal, social, formation professionnelle, développement agricole) |

*Octobre 1994 -
juin 1995*

GROUPAMA

- **Directeur adjoint** au Secrétariat général

1981-1994

CENTRE NATIONAL DES JEUNES AGRICULTEURS (CNJA)

- **Directeur** (1990-1994)
- **Conseiller**, puis **Chef de service** (1981-1990)

FORMATION

1985	MBA – Université Paris-Sorbonne (Institut d’administration des entreprises de Paris)
1981	Master en droit rural et économie agricole – Institut des hautes études en droit rural et économie agricole
1976	Bac D’ (Sciences agronomiques et techniques)

INFORMATIONS PERSONNELLES

Date de naissance: 6 août 1958

Nationalité: Française

CURRICULUM VITAE

M. NGONLARDJE KABRA MBAIDJOL

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

<i>Depuis févr. 2010</i>	Directeur du Bureau de l'éthique Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève (Suisse)
<i>2009-2010</i>	Président du Conseil consultatif Personnel/Direction Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève (Suisse)
<i>2007-2009</i>	Directeur du Bureau de New York Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, New York (États-Unis)
<i>2003-2006</i>	Directeur adjoint et Directeur par intérim, Division de la protection internationale Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève (Suisse)
<i>2000 -2003</i>	Représentant régional pour l'Afrique centrale Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Kinshasa (République démocratique du Congo)
<i>1996-2000</i>	Directeur adjoint, Bureau de New York Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, New York (États-Unis)
<i>1992-1996</i>	Représentant régional adjoint pour l'Afrique de l'Ouest Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Dakar (Sénégal)
<i>1988-1992</i>	Représentant au Burundi Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Bujumbura (Burundi)
<i>1987-1988</i>	Fonctionnaire principal chargé de la protection Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Nigéria
<i>1984-1987</i>	Administrateur auxiliaire chargé de la protection Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève (Suisse)
<i>1975-1977</i>	Administrateur Ministère des Affaires étrangères et de la coopération, N'Djaména (Tchad)

FORMATION

- 1979-1984 **Doctorat en Sciences politiques (Droit international)**
Institut de hautes études internationales et du développement, Genève (Suisse)
- 1977-1979 **Diplôme de troisième cycle**
Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC)
- 1972-1975 **Licence en droit**
Université de N'Djaména (Tchad)
- 1974-1975 **Diplôme de troisième cycle**
École nationale d'administration, N'Djaména (Tchad)
- 1973-1974 **Diplôme de deuxième cycle**
École nationale d'administration, N'Djaména (Tchad)

INFORMATIONS PERSONNELLES

Date de naissance: 1^{er} juillet 1952

Nationalité: Tchadienne

CURRICULUM VITAE

Mme ANNE MARIE TAYLOR

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE*Depuis 2011* **Conseillère, Bureau du Président**

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, Washington (États-Unis)

- Lancer et diriger des projets de communication et de sensibilisation et entreprendre toute autre activité nécessaire.

2008-2011 **Responsable de la fonction d'éthique**

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, Washington (États-Unis)

- Chargée de veiller au respect de l'éthique pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale.
- Responsable des orientations et de la communication relative à la vision institutionnelle sur toutes les questions d'éthique, en particulier sur les questions concernant les conflits d'intérêts, la divulgation des données financières, la fraude, la prévention et la sensibilisation ainsi que le Bureau de gestion de l'éthique et du comportement professionnel.
- A fourni des avis au Président et à la direction supérieure sur toutes les questions liées à l'éthique et au comportement professionnel.
- A dirigé la conception stratégique et la mise en place d'une unité chargée des enquêtes internes.
- A contribué entre autres à la mise en œuvre des principales recommandations de l'examen du Groupe Volcker parrainé par la Banque mondiale; au lancement d'un nouveau Code de conduite à l'échelle mondiale et d'une activité obligatoire d'apprentissage en ligne; à l'organisation pratique de la première enquête sur l'éthique à l'échelle du Groupe; à la mise en place d'un Réseau d'éthique entre les Nations-Unies et les institutions financières internationales (IFI).

1998-2007 **Médiatrice et Fonctionnaire principale chargée de l'éthique**

MERCK & CO. INC., Whitehouse Station, New Jersey (États-Unis)

- À divers postes successifs, a dirigé la fonction institutionnelle du médiateur, dans chacun des principaux sites de la société aux États-Unis et a directement appuyé toutes ses divisions à l'étranger.
- A dirigé le service d'assistance en matière d'éthique (fonction et personnel), assurant la réception des cas et la répartition des tâches.
- A favorisé la notoriété du Bureau d'éthique, du Programme de conformité aux règles institutionnelle et du Code de conduite de la société (*Our Values & Standards*).
- A fourni des avis et une assistance en matière de: conflits d'intérêts, fraudes et comportement professionnel, principes généraux du marketing, veille

concurrentielle et protection contre les représailles; a rédigé ou modifié toutes politiques et procédures pertinentes.

- A mené et dirigé des enquêtes internes et recommandé des solutions sur des cas de plaintes graves ou d'inconduite, de discrimination et sur des problèmes de conformité aux règlements.

1993-1998 Directrice adjointe

MERCK RESEARCH LABS (MERCK FROSST CANADA), Montréal (Canada)

- A mené et dirigé toutes les fonctions de recherche animale/médecine comparée, avec la responsabilité totale du budget et d'un personnel de 15 à 20 salariés (cadres, techniciens, superviseurs, personnel administratif et agents avec rétribution horaire).
- A été responsable des activités cliniques, du fonctionnement des installations, des questions de conformité aux lois et réglementations fédérales, des études sur les BPL et les ORC, des audits internes et externes et de la communication des données officielles aux organismes régulateurs.

1986-1993 Chercheuse en médecine vétérinaire, Directrice du Centre vétérinaire et Maître de conférences (physiologie et biophysique)

Faculté de médecine, Université Dalhousie, Halifax (Canada)

- A dirigé l'élaboration d'un plan stratégique destiné à fournir une fonction de contrôle harmonisée des activités de recherche animale/médecine comparée pour tous les programmes et installations affiliés à l'Université Dalhousie.

1981-1993 Propriétaire - Consultante

Services vétérinaires de Cedar Springs, Halifax, Nouvelle Écosse (Canada)

- A créé et géré un cabinet de conseil et de gestion.

PUBLICATIONS

Chan, C., Panneton, M., Taylor, A. M., Therien, M., et Rodger, I., *A selective inhibitor of cyclooxygenase-2 reverses endotoxin-induced pyretic responses in NHPs*, dans *European Journal of Pharmacology* 327 (1997) pp. 221-225.

Olfert, E., Cross, B., et McWilliam, A. (sous la direction de), *Guide to the Care and Use of Experimental Animals*, dans *Canadian Council on Animal Care* (1993) Volume 1, Ed. 2. (coauteure).

Silverman, G., Kleinman, N., et Taylor, A. M., Protocol Review Column, *Lab. Animal*, Vol. 26, numéro 6, juin 1997.

FORMATION

- 1981 **Docteur en médecine vétérinaire**
Collège vétérinaire de l'Ontario (OVC), Université de Guelph, Ontario (Canada)
- 1976 **B.Sc. (diplôme de premier cycle en biologie et mathématiques/chimie)**
Faculté des sciences de l'Université d'Acadie, Wolfville, Nouvelle-Écosse (Canada)

INFORMATIONS PERSONNELLES

Date de naissance: 20 octobre 1954

Nationalité: Canadienne, française et des États-Unis

CURRICULUM VITAE

M. JOSE ZALAQUETT

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis 1994* **Professeur d'éthique et de gouvernance et Professeur en droits de l'homme**
Programme de doctorat, Programme international de troisième cycle sur les questions de politique générale et le droit, Faculté de droit, Université du Chili, Santiago.
- Depuis 1977* **Professeur et conférencier invité**
Harvard Law School, Princeton, Columbia Law School, Stanford, Berkeley, New York University, Wisconsin, Hastings College of the Law, Santa Cruz, Michigan, Fletcher School of Diplomacy, Georgetown Law School, Washington College of Law at American University, University of Maryland, Minnesota Law School (États-Unis); Oxford University, London School of Economics, Universités de Berlin, Utrecht, Enschede, Maastricht, Uppsala et Salamanca, entre autres.
- 2003-2011* **Directeur**
Programme sur les droits de l'homme, Faculté de droit, Université du Chili, Santiago
- 2002-2011* **Cofondateur et codirecteur**
Centre des droits de l'homme, Faculté de droit, Université du Chili, Santiago
- 2003-2006* **Membre**
Commission consultative présidentielle sur la transparence et l'éthique publique, Santiago (Chili)
- 2001-2003* **Membre**
Commission consultative présidentielle sur les droits de l'homme, Santiago (Chili)
- 1990-1991* **Membre**
Commission nationale de la Vérité et de la Réconciliation, Santiago (Chili)
- 1985-1986* **Associé senior**
Carnegie Endowment for International Peace, Washington (États-Unis)
- 1979-1985* **Secrétaire général adjoint, Secrétariat international et Président du Comité exécutif international**
Amnesty International, Londres (Royaume-Uni)

- 1978-1980 **Chargé de cours**
Woodstock Theological Center, Université de Georgetown, Washington (États-Unis)
- 1973-1975 **Fondateur et directeur**
Département de l'assistance juridique, Comité de la coopération pour la paix au Chili (a aidé des milliers de prisonniers politiques après le coup d'État de 1973), Santiago (Chili)

PUBLICATIONS

- Depuis 1965 Nombreuses publications dans le domaine de l'éthique et de la gouvernance, du droit international, des droits de l'homme, du droit au service du développement, du droit commercial et pénal, notamment: *Transparency and Public Probity: Latin America Case Studies*, livre publié avec Alex Muñoz, 2008; *Religion, Ethics and Sociopolitical Order*, Journal SOCIETAS, Santiago, Chili 2010; *Civil disobedience in John Rawls' Work and the Ethics of Exceptional and Extreme Measures*, dans *Philosophy and Politics in Rawls Work*, publié par Agustin Squella, Université de Valparaiso, 2007; *Conflicts of Interest: Norms and Concepts*, dans 2011 Human Rights Annual Journal, Centre des droits de l'homme, Université du Chili, 2011; *The Ethics of Responsibility: Variations on a Theme by Max Weber*, (à paraître) dans le Journal SOCIETAS, Santiago, Chili; *Transparency, Accountability and Fight Against Corruption in America*, Faculté de droit, Université du Chili, Santiago, 2005; *Balancing Ethical Imperatives and Political Constraints: The Dilemma of New democracies Confronting Past Human Rights Violations*, dans *Hastings Law Journal*, Volume 43, août 1992, n° 6, Université de Californie, Hastings College of the Law; *The Ethics of Responsibility. Human Rights: Truth and Reconciliation in Chile*, Washington Office on Latin America, avril 1991.

FORMATION

- 1995 **Doctorat en droit *honoris causa***, Université Notre-Dame-du-Lac, Indiana (États-Unis)
- 1980 **Doctorat en droit *honoris causa***, City College, Université de la Ville de New York (CUNY), (États-Unis)
- 1967 **Licence en droit (*avec mention très honorable*)**
Faculté de Droit de l'Université du Chili à Santiago

INFORMATIONS PERSONNELLES

- Date de naissance: 10 mars 1942
- Nationalité: Chilienne